



# Contre les politiques d'austérité, pour la satisfaction de nos revendications Nous aussi on assume ! Tous en grève le 15 mai !

Avec le Pacte de responsabilité, tout en faisant un nouveau cadeau de 30 milliards de plus au patronat, le gouvernement entend faire 50 milliards d'économie sur le dos des salariés.

Valls a clairement annoncé la couleur. Sous la houlette du Président de la république et avec une courte majorité à l'assemblée nationale, il entend mettre les salariés actifs, privés d'emploi et retraités de notre pays au pain sec et à l'eau afin de toujours mieux répondre aux attentes du MEDEF et des actionnaires.

Ces choix qui provoquent déjà des désastres sociaux et humains considérables en Grèce et en Espagne sont maintenant l'unique boussole de ce gouvernement.

Autant dire que les services publics et la protection sociale qui privilégient la réponse aux besoins des citoyens et de la société sont dans la ligne de mire. Le patronat qui n'a jamais admis que des activités humaines échappent à la logique du profit privé s'en frotte les mains à l'avance.

A la DGFIP comme dans la plupart des secteurs de la fonction publique, on connaît déjà les effets de ces choix. La poursuite des suppressions d'emplois, les réformes et restructurations régressives, la réduction des crédits, les attaques contre les droits et garanties, les abandons de missions, franchises ou larvées, sont autant d'ingrédients qui sont à la source de la dégradation des conditions de vie au travail et du mal être grandissant des personnels.

Et ce n'est pas l'esbroufe d'une clause de revoyure, pour calmer quelques parlementaires, qui réussira à masquer le scandale que constitue la poursuite du blocage du point d'indice. Pour Valls comme pour ses prédécesseurs de l'argent il n'y en a que pour le patronat !

Ajoutons que l'annonce de l'engagement de la réforme territoriale et de la rationalisation du parc immobilier de l'Etat signifie clairement de nouveaux regroupements et fusions de services. Dans cette perspective l'hypothèse d'un éclatement de la DGFIP par le transfert d'une partie de la fiscalité aux régions réformées est loin d'être écartée.

Face à de telles orientations, et dans le prolongement de l'action du 20 mars, sur la base de la plate-forme revendicative unitaire, la CGT Finances publiques appelle les agents à leur engagement massif dans la grève du 15 mai aux côtés des autres fonctionnaires.



Montreuil, le 6 mai 2014

Syndicat national CGT Finances Publiques

Case 450 ou 451 •

263 rue de Paris 93514 Montreuil Cedex

• [www.financespubliques.cgt.fr](http://www.financespubliques.cgt.fr)

• Courriels : [cgt@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:cgt@dgfip.finances.gouv.fr)

• [dgfip@cgt.fr](mailto:dgfip@cgt.fr) • Tél : 01.55.82.80.80

• Fax : 01.48.70.71.63



**La bataille menée par la CGT Finances publiques dans le cadre des discussions avec la Direction générale contre toute modulation individuelle du régime indemnitaire et pour qu'aucun agent ne soit perdant y prendra toute sa place.**

Cette journée d'action unitaire dans la fonction publique et à la DGFIP sera aussi le moyen de peser sur les négociations qui vont s'ouvrir le 19 mai prochain avec le gouvernement sur les parcours professionnels, les carrières et les rémunérations des fonctionnaires.

Inscrire notre intervention dans la durée, développer avec persévérance l'action revendicative sous toutes les formes et à tous les niveaux, faire jouer toutes les convergences et solidarités de lutte, développer les démarches unitaires, c'est se donner les moyens d'imposer la négociation sur nos revendications.

Ces revendications sont la solution aux problèmes. Elles sont la réponse de progrès et de justice sociale face aux politiques d'austérité mortifères.

La CGT-Finances Publiques s'oppose à la démarche stratégique, prolongement de la MAP à la DGFIP et refuse le pacte de responsabilité voté par le parlement.

**Au contraire, le 15 mai elle revendique :**

- ▶ **le maintien du réseau et le développement des missions ;**
- ▶ **l'emploi et l'augmentation du point d'indice ;**
- ▶ **l'amélioration des conditions de vie au travail ;**
- ▶ **le développement de nos droits et garanties collectives.**

**Tous ensemble,  
le 15 mai, dans la grève  
et les manifestations !**